

# Procès-verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 04 octobre 2017

## Séance n° 2017\_9



Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le quatre octobre deux mille dix-sept, à vingt heures, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

### ORDRE DU JOUR :

---

#### ASSAINISSEMENT

- Adoption du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement collectif

#### FINANCES - PERSONNEL

- Délégation de Service Public Bibliothèque
- Repas de fin d'année du personnel
- Subventions exceptionnelles (Théâtre épique, Culture Vox, Harmonie des Hauts de Gironde)
- Budget : Décision modificative n°1
- Don à la commune
- Modification de la composition d'une commission extra-municipale

#### QUESTIONS DIVERSES



Présents : (16) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1<sup>er</sup> Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2<sup>ème</sup> Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3<sup>ème</sup> Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4<sup>ème</sup> Adjoint), Mmes Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, Bruno CADUSSEAU, Jean Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, David RAYMOND, Francis VITRAS.

Absents excusés : (3) : Mme Odette ANCELOT, MM. François BERNY (ayant donné pouvoir à Mme Géraldine VIRUMBRALES), Eric GOUDONNET.

Madame Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance.

Le compte-rendu de la dernière séance du 06 septembre 2017 a été transmis par mail à chaque conseiller le 12 septembre 2017. Madame le Maire demande aux membres présents s'il y a lieu de relever des observations sur celui-ci.

Le compte rendu, soumis au vote, est approuvé par l'ensemble des élus.



## **Information des décisions prises en application de l'article L. 2122.22**

### **Du Code Général des Collectivités Territoriales**

Madame le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :

Vu l'article L. 2122- du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délégation accordée à Madame le Maire par délibération du Conseil Municipal N° 20140401 en date du 11 avril 2014

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de cette délégation

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

<b>Numéro de décision</b>	<b>Date</b>	<b>Objet</b>
<b>ARRETES</b>		
2017-138	01/09/2017	Arrêté DP
2017-139	05/09/2017	Arrêté PC
2017-140	06/09/2017	Arrêté retrait PC
2017-141	11/09/2017	Arrêté réglementant la circulation lieu-dit Cottraud
2017-142	12/09/2017	Arrêté réglementant la circulation lieu-dit Marinotte
2017-143	14/09/2017	Arrêté réglementant la circulation rue de la gare
2017-144	27/09/2017	Arrêté réglementant le stationnement lieu-dit Midi de Dubraud
2017-145	29/09/2017	Arrêté réglementant la circulation lieu-dit l'Ombrière
2017-146	02/10/2017	Arrêté réglementant la circulation lieu-dit Barail
<b>DECISIONS</b>		
	05/09/2017	Signature d'un devis de la société PURODOR pour des produits d'entretien pour le restaurant scolaire (898,28€)
	06/09/2017	Signature d'un devis de la SARL Les Travaux de l'Estuaire pour le fauchage des chemins et fossés (13 274,24€)
	06/09/2017	Signature de devis de la SARL MONTAUT pour la taille des arbustes et haies (2 865,60€)
	06/09/2017	Signature d'un devis de la société SG GRAPH pour la fourniture de gilets jaune haute visibilité (15,40€)
	06/09/2017	Signature d'un devis de la société BURO PARTNER pour la fourniture de cartouches d'imprimantes pour le restaurant scolaire (44,40€)
	06/09/2017	Signature d'un devis de la société EMERY pour le curage des fossés (5 107,20€)
	07/09/2017	Signature d'un devis de la société PREVOST pour les sorties piscine de l'école (90€/sorties – 23 sorties programmées)
	21/09/2017	Signature d'un devis d'ECTAUR géomètre pour le bornage des limites de propriété communale derrière les écoles (804,00€)
	21/09/2017	Signature d'un devis de BS MEDIA pour la fourniture d'un panneau signalétique (468€)

	22/09/2017	Signature d'un devis de la société TRANSHORIZON pour un sortie scolaire à St Yzan (95,00€)
	29/09/2017	Signature d'une commande pour la fourniture par le Crédit Mutuel de mobiliers divers (331,20€)



### **Délibération n° 20170410-01 – Station d'Épuration – Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif au titre de l'année 2016**

*Discussion :*

*La présentation du RPQS est effectuée par M. GREAUD.*

*Malgré un nombre d'abonnés inchangé, les consommations d'eau potable ont augmenté en 2016. La connaissance du réseau est de 75% ce qui est un bon pourcentage. Le rapport du fermier (La SAUR) indique que la station est conforme par rapport aux paramètres d'il y a 10 ans. Les nouvelles normes font apparaître des non conformités qui sont confirmées par la police de l'eau. Les travaux entrepris doivent permettre de se rapprocher des attentes de la police de l'eau.*

*En 2016, M. GREAU précise que les lits n'ont pas été vidangés et qu'aucune boue n'a quitté la station d'épuration qui n'est pas en surcharge de pollution.*

*M. MOULIN demande où en sont les travaux de la SAUR. M. GREAU répond qu'en 2016, la SAUR est allée au-delà des travaux prévus (8 000€ pour 6 000€ attendus). Mme Le Maire rappelle que le fermier avait du retard dans la réalisation de certains travaux.*

*Enfin M. GREAU fait part au Conseil Municipal du début des travaux de mise en conformité de la station d'épuration d'ici un mois.*

Madame le Maire ouvre la séance et rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales – CGCT- impose, par son article L. 2224-5, la réalisation d'un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D. 2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis, dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévue à l'article L. 213-2 du Code de l'Environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif relatif à l'exercice 2016 ;
- Précise que ce rapport sera joint à la présente délibération ;
- Décide de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr) ;
- Décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

Votes      Pour : 17                  Contre : 0                  Abstention : 0



### **Délibération n° 20170410-02 – LANCEMENT DSP BIBLIOTHEQUE**

*Discussion :*

Mme Le Maire présente la demande du Conseil Départemental de la Gironde via la Bibliothèque Départementale de Prêt relative à la bibliothèque de St Christoly de Blaye. Deux choix sont possibles. Soit une Délégation de Service Public (DSP), soit la bibliothèque devient purement municipale. Plusieurs réunions ont eu lieu et le choix de la DSP paraissait le meilleur compromis afin que l'association puisse continuer à jouer son rôle.

Mme Le Maire rappelle les deux réunions qui ont eu lieu, le rendez-vous avec la BDP à laquelle tous les élus étaient conviés et la rencontre de la commission « culture, associations » avec l'association La Source

Mme BELLUE fait part du fait qu'elle n'a pas assisté aux dernières réunions et de ses inquiétudes et notamment les missions qui seraient demandées aux bénévoles (accueil de classe, point informatique, statistiques, bilan financier, compte rendu d'activité) et actuellement exercées par l'agent mis à disposition. Mme BELLUE rajoute que les bénévoles aident l'agent mais qu'ils n'ont pas les compétences pour réaliser ses tâches. M. MOULIN partage ce point de vue en ajoutant que les bénévoles ne peuvent se substituer aux professionnels. M. MOULIN suggère une DSP en mode gérance ce qui sous entendrait que la Mairie rémunère l'association pour la gestion de la bibliothèque.

Mme Le Maire confirme les missions accomplies par l'agent qui dans son esprit continueraient à l'être par la mise à disposition. Mme Le Maire dit respecter les personnes engagées depuis de nombreuses années dans l'association et qu'il n'a jamais été envisagé de ne pas impliquer l'association dans ce projet et que les documents ont été présentés à l'association pour avis et rectification. Pour M. MOULIN c'est la fin de l'association. Ce dernier questionne Mme Le Maire sur son souhait de conserver ou non l'association.

Mme Le Maire indique que le fonctionnement sera identique à celui pratiqué avec l'école. Une enveloppe budgétaire est votée au budget primitif et l'école réalise ses achats sans intervention communale. M. MOULIN réitère que l'association va périlcliter et que la commune sera amenée à recruter un agent à temps complet. Aujourd'hui la commune prévoit de faire une proposition en lançant cette DSP et c'est l'association qui décidera d'y répondre ou pas répond Mme Le Maire.

Mme BAUDE rappelle qu'il convient de répondre aux exigences du Département de la Gironde soit par le biais d'une DSP soit par une bibliothèque municipale.

Mme Le Maire de par son engagement passé en tant que bénévole de la bibliothèque soutient que l'association a toujours fonctionné avec le soutien de la Mairie (travaux dans les locaux, création de mobilier, mise à disposition d'un agent communal, subvention...). M. MOULIN dit que le contrat n'est que pour des exécutants et pas pour la maturation de projets.

A l'interrogation de Thomas BERLINGER sur le fait que n'importe quelle association pourrait répondre à la DSP, Mme Le Maire précise que oui.

M. MOULIN demande s'il y a un projet de mettre un agent à temps complet à la bibliothèque ce à quoi Mme le Maire rétorque qu'il n'y a pas de changement prévu et que la commune n'a pas les ressources financières suffisantes.

M. MACEIRA prend la parole pour indiquer que toutes les possibilités pour récolter de l'argent donc de fonctionner librement sont enlevées à l'association. Aucun choix n'est laissé, soit l'association disparaît soit elle reste avec un contrat très contraignant et qu'en résumé l'association est pieds et poings liés.

M. CADUSSEAU demande si un contrat plus simple peut être envisagé. M. BERLINGER soumet l'hypothèse d'une bibliothèque municipale qui fonctionnerait via une convention avec l'association sur le même schéma qu'aujourd'hui. Mme Le maire donne la parole à M. JACQUES qui précise que dans ce cas, la demande de la Bibliothèque Départementale de Prêt serait contournée et que cette dernière entend professionnaliser les bibliothèques.

M. BERLINGER désire connaître les avantages de la BDP. Mme Le Maire précise que la BDP prête un nombre important de livres, alloue des subventions...

Mme BELLUE ajoute qu'il est impossible de fonctionner sans la BDP considérant le prêt et renouvellement régulier de livres. La subvention de 2 700€ n'est pas suffisante pour assurer un fond de roulement conséquent selon l'expérience de Mme le Maire.

*M. MOULIN constate que si la BDP dirige, c'est la fin de l'association et la Mairie va devoir être vigilante au niveau du personnel.*

*Il n'y a pas de DSP pour une bibliothèque signée en GIRONDE précise M. JACQUES.*

*Mme BELLUE demande si le comité de gestion est obligatoire et s'il ne fait pas double emploi avec le Conseil d'Administration de l'association. M. JACQUES répond que dans le Conseil d'Administration de l'Association, il n'y a pas d' élu.*

*A la demande de Mme BELLUE sur la présence d'une fiche de poste, Mme BAUDE répond qu'il en existe bien une.*

*Mme Le Maire revient sur l'accueil de classe qui est l'affaire de la Mairie et précise qu'il ne sera pas demandé aux bénévoles de réaliser cette mission. Mme Le Maire propose de rajouter dans la convention que les missions seront assurées par l'agent mis à disposition.*

*Mme Le Maire recentre le débat et stipule l'importance de lancer la DSP car si ce n'est pas fait, la bibliothèque deviendra municipale et à ce moment-là l'association n'aura plus de rôle à jouer. Pour information, les membres de l'association pourront bénéficier de la responsabilité civile de la collectivité dans les cadres de la DSP.*

*M. MACEIRA dit que s'il faisait partie de l'association, il ne signerait pas.*

*M. MOULIN interroge Mme le Maire sur la position du Conseiller Départemental. Ce dernier n'a pas été sollicité sur ce sujet considérant que la BDP est une émanation du Conseil Départemental.*

*Avant de passer au vote, M. JACQUES rappelle que le Conseil Municipal doit simplement autoriser Mme Le maire à lancer la procédure de DSP et que le cahier des charges peut être amendé.*

Madame Le Maire rappelle que la bibliothèque municipale est un service public au service des administrés et de la politique culturelle de la collectivité. Son organisation et son fonctionnement sont déterminés par le conseil municipal et relèvent de la responsabilité du Maire.

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2000, la commune de ST CHRISTOLY DE BLAYE a adhéré au Plan Départemental de Lecture Publique donnant droit aux services proposés par le Conseil Départemental de la Gironde, via la Bibliothèque Départementale de Prêt, son service chargé de la lecture publique.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal les principales missions qu'il transmet au délégataire de la bibliothèque et précise que les prestations consistent à assurer le fonctionnement et l'exploitation de la bibliothèque. D'une manière générale, le délégataire doit assurer la continuité du service public sous son entière responsabilité.

Le Maire liste de manière non exhaustive les missions qui sont dévolues au délégataire :

- assurer le fonctionnement, par le biais de l'agent communal mis à disposition, de la bibliothèque,
- assurer, par le biais de l'agent communal mis à disposition, l'accueil de tous les usagers, scolaires compris, concernés par l'équipement,
- mettre en œuvre, par le biais de l'agent communal mis à disposition, une stratégie de développement de la lecture publique et de la culture pour tous les habitants du territoire,
- développer, par le biais de l'agent communal mis à disposition, le lien social en facilitant l'accès à la bibliothèque et au projet de point informatique,
- organiser, par le biais de l'agent communal mis à disposition, des manifestations culturelles,
- engager, par le biais de l'agent communal mis à disposition, une démarche de collaboration avec les acteurs de proximité et participer au développement du réseau intercommunal,

Pour cela Madame Le Maire rappelle les trois modes de gestion déléguée susceptibles d'être mis en place :

**L'affermage** : la collectivité remet à une personne physique ou morale distincte, un équipement ou des installations déjà réalisés à charge pour cette dernière de l'exploiter à ses risques et périls, moyennant le versement d'une redevance à la collectivité.

**La régie intéressée** : la collectivité locale confie la gestion du service à un tiers, agissant pour le compte de la collectivité. Le délégataire exploite le service pour le compte de la collectivité qui en conserve la direction.

**La gérance** : contrat par lequel une collectivité confie la gestion d'un service à un tiers, personne physique ou morale, qui assure la gestion pour le compte de la collectivité, et moyennant une rémunération forfaitaire versée au gérant, imputée sur les comptes du service.

La durée d'exploitation déléguée sera de 5 ans et débutera le 1er Janvier 2018.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Approuve le principe du recours à une délégation de service public,

Approuve les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le délégataire,

Approuve le mode de gestion de « régie intéressée » pour la Délégation de Service Public de la bibliothèque

Approuve le principe de lancement de la procédure de Délégation de Service Public de la Bibliothèque pour une durée de 5 ans.

VOTE : Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 7 (Mmes BELLUE, BERLEMONT, CHAMBOUNAUD, MM. MACEIRA, MOULIN, RAYMOND, VITRAS)



#### **Délibération n° 20170410-03 – Repas du Personnel**

A l'instar des années précédentes, Mme le Maire émet le souhait de :

- ⇒ renouveler le repas de fin d'année pour le personnel communal ;
- ⇒ d'acter cette formule pour chaque fin d'année civile, jusqu'à la fin du mandat en cours.

Le repas serait offert à tous les agents communaux et leurs enfants.

Le coût réel du repas facturé par le prestataire retenu, serait demandé aux élus et aux conjoints des membres du personnel souhaitant y participer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- d'acter le principe d'un repas annuel offert aux agents communaux, en fonction ;
- de maintenir la gratuité du repas à tous les agents communaux et leurs enfants jusqu'à 15 ans dans l'année en cours ;

- d'imputer la dépense correspondante à l'article 6232 « Fêtes et Cérémonies » ;
- d'encaisser, auprès des élus et des conjoints participants, la recette à l'article 7088 « Autre produits d'activités annexes ».

Votes      Pour : 16      Contre : 0      Abstention : 1 (Mmes CHAMBOUNAUD)



#### **Délibération n° 20170410-04 – Subvention exceptionnelle à Théâtre Epicé**

*Discussion :*

*M. MOULIN demande d'où provient le déficit et exige que le compte rendu de la commission finances soit projeté sur le champ. Mme Le Maire répond qu'on ne peut pas refaire le débat de la commission finances.*

*Mme BAUDE présente la demande de l'association ainsi que les chiffres des bilans comptables. Il est précisé que l'association n'a pas fait de demande chiffrée de subvention.*

*Après ces explications, M. MOULIN s'inquiète de la réitération de cette demande si le problème est chronique.*

*Mme Le Maire précise que c'est la première fois que l'association demande une subvention supplémentaire, en faisant appel à la mémoire des élus présent au précédent mandat et que l'aide accordée doit être exceptionnelle. A cet effet, un courrier sera adressé à l'association indiquant que cette aide ne pourra pas être accordée chaque année.*

*Mme CHAMBOUNAUD rappelle que l'association doit demander une subvention au syndicat du collège pour les actions menées pour le collège.*

Par courrier en date du 24 août 2017, la Mairie a été saisie d'une demande de subvention par la compagnie Théâtre Epicé qui rencontre des difficultés pour achever la saison après le festival « Festivox ».

Vu l'avis favorable, à l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 1 000€, de la commission finances réunie le 26 septembre 2017

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- D'attribuer une subvention de 1 000 € au titre de l'année civile 2017 ;
- D'imputer cette dépense à l'article 6574 « Subvention de fonctionnement aux associations et personnes de droit privé » du budget unique 2017.

Votes      Pour : 16      Contre : 0      Abstention : 1 (Mme BAUDE)



#### **Délibération n° 20170410-05 – Subvention exceptionnelle Culture Vox**

Par courriel en date du 04 septembre 2017, la Mairie a été saisie d'une demande de subvention par l'association Culture Vox.

La commission des finances réunie le 26 septembre 2017 a donné un avis favorable à cette subvention qui couvrira les frais engendrés par les feuillets Mairie contenus dans la plaquette de programmation culturelle de la salle Vox.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- D'attribuer une subvention de 530€ au titre de l'année civile 2017 ;

- D'imputer cette dépense à l'article 6574 « Subvention de fonctionnement aux associations et personnes de droit privé » du budget unique 2017.

Votes      Pour : 17              Contre : 0              Abstention : 0



#### **Délibération n° 20170410-06 – Subvention exceptionnelle Harmonie des Hauts de Gironde**

Par courrier en date du 25 septembre 2017, la Mairie a été saisie d'une demande de subvention par l'association Harmonie des Hauts de Gironde.

Considérant l'annulation par arrêté municipal de l'évènement « MUSIC O LAC » pour raisons météorologiques et la perte financière occasionnée pour l'association ci-dessus citée.

Vu l'avis favorable, à l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 2 000€, de la commission finances réunie le 26 septembre 2017

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- D'attribuer une subvention de 2 000€ au titre de l'année civile 2017 ;
- D'imputer cette dépense à l'article 6574 « Subvention de fonctionnement aux associations et personnes de droit privé » du budget unique 2017.

Votes      Pour : 17              Contre : 0              Abstention : 0



#### **Délibération n° 20170410-07- Budget Communal – Décision Modificative Budgétaire n°1/2017**

Mme le Maire expose qu'il convient d'effectuer une décision modificative budgétaire suite à une erreur d'imputation lors de l'élaboration du budget primitif et à l'octroi de subventions exceptionnelles.

Cette décision modificative budgétaire a été vue en Commission Communale « Finances - Gestion du Personnel », en date du 26 septembre 2017.

Le Maire fait donc part à ses collègues des propositions transcrites dans le tableau suivant :

Désignation	Dépenses	Recettes
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
D 6574 (chapitre 65) : Subvention aux associations	2 970,00 €	
D 6232 (chapitre 011) : Fêtes et cérémonies	-2 970,00 €	
<b>INVESTISSEMENT</b>		
D 2051 (chapitre 20) : Immobilisations incorporelles	654,00 €	
D 2135 (chapitre 21) : Installations générales, agencements	-654,00 €	
<b>TOTAL</b>	<b>0,00 €</b>	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De voter la Décision Modificative Budgétaire ainsi transcrite.

VOTE :      Pour : 17              Contre : 0              Abstention : 0





### **Délibération n° 20170410-08 – ACCEPTATION D'UN DON DE LA SARL GRELIER**

Vu les articles L.2242-1 et L.2541-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le don de la SARL GRELIER d'un montant de 1 000€,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

**ACCEPTE** le don d'un montant d'un montant de 1 000€ de la SARL GRELIER qui sera affecté au financement d'un projet du Conseil Municipal enfant.

VOTE :      Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0



### **Délibération n° 20170410-09 – MODIFICATION DE LA COMPOSITION D'UNE COMMISSION EXTRA-MUNICIPALE**

Le Conseil Municipal,

Vu la délibération n°2014121714 du 17 décembre 2014 portant création d'une commission extra-municipale en charge de la programmation supplémentaire du VOX,

Considérant l'avis favorable émis par la commission finances-personnel en date du 26/09/2017 pour la nomination de nouveaux membres,

Considérant les candidatures de Mme Michelle ROGNARD et M. Bernard GIRAUD,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- D'accepter les candidatures de Mme Michelle ROGNARD et M. Bernard GIRAUD ;
- Dit que la commission extra-municipale sera composée des membres suivants :

Mmes Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT, Valérie CHAMBOUNAUD, Géraldine VIRUMBRALES, Sandrine PHILIP, Michelle ROGNARD.

MM. Bruno CADUSSEAU, Daniel DEBET, Bernard GIRAUD, Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, Patrice RAIMBAUD, Philippe ROUYER, Emmanuel THIERRY.

VOTE :      Pour : 16      Contre : 0      Abstention : 1 (Mme CHAMBOUNAUD)



### **QUESTIONS DIVERSES**

1. Mme Le Maire fait part de sa rencontre avec Mme HEUZE de la société Orange et du fait que les travaux de raccordement annoncés en 2016 n'ont pas été réalisés. Ils le seront début 2018.
2. Bureau de poste. La réunion relative au devenir du bureau de poste, programmée le vendredi 06/10 à 18h30, a été annulée aujourd'hui à 18h sous prétexte que La poste n'a pas

tous les éléments concernant l'expertise du sinistre. Lorsque cette réunion sera reprogrammée, le Président et le Vice-Président des commerçants seront à nouveau conviés. Pour anecdote, M. CADUSSEAU a reçu un questionnaire de satisfaction sur sa venue dans le bureau de poste de St Christoly en juin dernier...La pétition des commerçants a été envoyée et la question de la poste a été soulevée lors de la rencontre avec le Sous-préfet le 29 septembre dernier. Pour exemple, la commune de Braud et St Louis a financé un distributeur automatique de billets qui n'est pas alimenté par la poste.

M. MOULIN n'a pas trouvé trace que les bureaux de tabacs avec la prépondérance pour les relais points poste. Mme Le maire a également cherché et cela n'est pas noté.

3. L'interdiction de baignade au lac du moulin blanc a été levée suite aux dernières analyses qui font apparaître une nette diminution des cyanobactéries. Une rencontre est organisée lundi 9 octobre à 10h sur le site avec l'ARS.
4. Le changement des rythmes scolaires doit faire l'objet de concertation au niveau local et intercommunal. Plusieurs réunions seront organisées et la collectivité devra se positionner au plus tard le 31 décembre 2017 pour exprimer son choix pour la rentrée 2018/2019. La première étape sera le conseil d'école du 07/11/2017.
5. La réunion des commissions voirie et marché aura lieu le mardi 10 octobre à 20h30
6. Mme Le Maire souhaite la présence du plus grand nombre d'élus lors des manifestations suivantes : concert des ours blanc le 28/10, repas des anciens le 04/11, le 11 novembre et cérémonie des vœux le 12 janvier 2018 à 18h30.
7. Le prochain conseil municipal aura lieu le mercredi 06/12.

#### **Autres QUESTIONS DIVERSES**

8. M. MOULIN réitère sa demande pour les travaux de voirie et notamment les trous à combler. La campagne d'enrobé à froid débutera semaine 41
9. M. MOULIN fait part d'une remarque d'un administré qui a reçu une recommandé pour des ronces sur la voie publique. Mme Le Maire s'est personnellement excusée auprès de la personne pour l'erreur de destinataire. M. MOULIN souhaite qu'il y ait une graduation dans les procédures. Cette personne aurait également un fossé bouché. La commune ira constater sur place mais c'est le syndicat du Moron qui est en charge de l'entretien du Coffin. Il a déjà été demandé au propriétaire riverain de nettoyer son terrain.  
M. BERLINGER ajoute qu'un grand nombre d'administrés préféreraient que la commune entretienne à leur place, leurs arbres ou haies et Mme Le Maire rappelle qu'un arrêté a déjà été publié dans le bulletin municipal et malgré cela, certains le font, d'autres non.

La séance est levée à 22h40

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal	
Séance 2017_09 du 04 octobre 2017	
<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme <b>PICQ</b> Murielle, Maire	
M. <b>DEBET</b> Daniel, Premier Adjoint	
Mme <b>BAUDE</b> Stéphanie, Second Adjoint	
M. <b>GRIMEE</b> Bernard, Troisième Adjoint	
Mme <b>BILLIER</b> Michèle, Quatrième Adjoint	
Mme <b>ANCELOT</b> Odette, Conseillère Municipale	Absente
Mme <b>BELLUE</b> Marie-Claude, Conseillère Municipale	
Mme <b>BERLEMONT</b> Valérie, Conseillère Municipale	
M. <b>BERLINGER</b> Thomas, Conseiller Municipal	
M. <b>BERNY</b> François, Conseiller Municipal	Pouvoir à Mme VIRUMBRALES
M. <b>CADUSSEAU</b> Bruno, Conseiller Municipal	

Mme <b>CHAMBOUNAUD</b> Valérie, Conseillère Municipale	
Mme <b>FIORAZZO</b> Irène, Conseillère Municipale	
M. <b>GOUDONNET</b> Eric, Conseiller Municipal	<i>Absent</i>
M. <b>MACEIRA</b> Jean-Marie, Conseiller Municipal	
M. <b>MOULIN</b> Emmanuel, Conseiller Municipal	
M. <b>RAYMOND</b> David, Conseiller Municipal	
M. <b>VITRAS</b> Francis, Conseiller Municipal	
Mme <b>VIRUMBRALES</b> Géraldine, Conseillère Municipale	